

ENVIRONNEMENTAL
MAINTIEN DE LA PAIX
CARTOGRAPHIE
RAPPORT



Rétablissement de la paix environnementale à Liptako Gourma

Une cartographie des enjeux et initiatives

Produit par:



TrustWorks
Global

Avec le soutien de :



THE GOVERNMENT
OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG

Rapport

Rétablissement de la paix environnementale à Liptako Gourma

Une cartographie des enjeux et initiatives

Collaborateurs et clause de non-responsabilité : Le projet "Pour une approche plus environnementale de la paix dans la Liptako Gourma" est mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat entre TrustWorks Global (TWG) et l'Institut européen de la paix (EIP). Le projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg. Cette note exprime les points de vue des organisations chargées de la mise en œuvre et les partenaires engagés dans ce projet, mais il ne représente pas les points de vue ou la politique officielle du Grand-Duché de Luxembourg.

Licence : Cette note est protégée par les droits d'auteur de TWG et de EIP. Cette publication peut être reproduite en tout ou en partie et sous quelque forme que ce soit à des fins éducatives ou non lucratives sans autorisation spéciale du détenteur des droits d'auteur, à condition que la source soit mentionnée. Cette note ne peut être utilisée à des fins commerciales.

Contents

Le projet	4
-----------	---

Introduction	5
--------------	---

1. Mieux comprendre les causes environnementales profondes des conflits	6
---	---

2. Cartographie des initiatives environnementales et de rétablissement de la paix pertinentes	9
---	---

3 Accords de paix locaux et approche environnementale de la paix	12
--	----

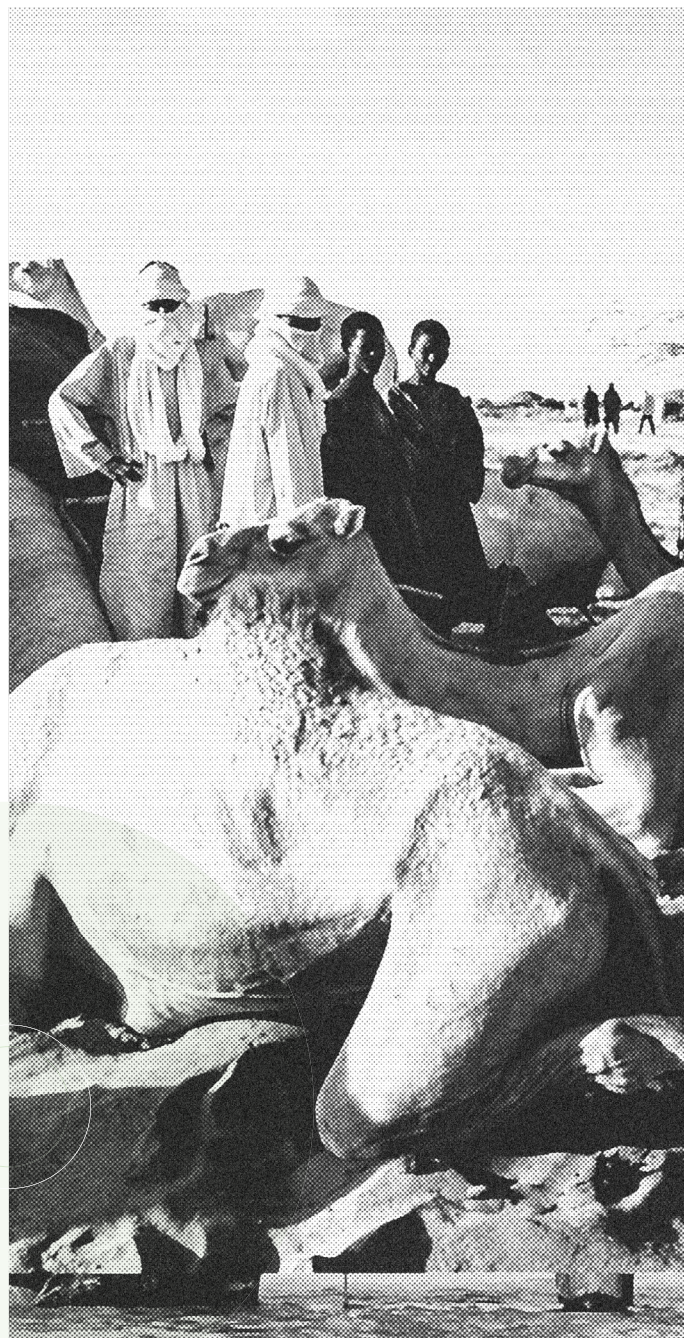
4 Prochaines étapes : vers une approche environnementale de la paix plus efficace	14
---	----

Le projet

Les efforts de paix intègrent rarement une compréhension profonde des facteurs environnementaux qui sous-tendent le conflit ou la paix. C'est donc avec le soutien de la direction de la défense du ministère des affaires étrangères et européennes du gouvernement luxembourgeois, que l'Institut Européen de la Paix et TrustWorks Global ont lancé le projet « Pour une approche plus environnementale de la paix dans le Liptako Gourma », d'une durée de vingt mois, à compter de mars 2022.

Le projet appuiera les efforts existants visant à mieux gérer et résoudre les conflits dans la région du Liptako Gourma par l'application d'une approche plus environnementale de la paix. Plutôt que de mettre en place une initiative de paix de plus, il soutiendra certains processus locaux, nationaux, régionaux, et internationaux existants de médiation et stabilisation, en y contribuant cet angle particulier de gestion des ressources naturelles qui permet aux processus de paix de mieux répondre aux causes profondes du conflit, et d'apporter des dividendes de la paix concrètes qui favorisent la pérennité des accords.

Cela a déjà pris la forme d'échanges bilatéraux continus sur l'analyse et l'approche, d'un renforcement des capacités adapté aux défis concrets, et de la réalisation d'évènements dans la région.



Introduction

Ce “rapport - cartographie” est le résultat de la première phase du projet “Pour une approche plus environnementale de la paix au Liptako Gourma”, mis en œuvre conjointement par l’Institut européen de la paix (EIP) et TrustWorks Global (TWG) avec le soutien de la Direction de la défense du Grand-Duché de Luxembourg. Le projet soutient les initiatives de paix dans la région du Liptako Gourma, aux confins du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Il vise à collaborer avec ces initiatives pour mieux s’attaquer aux facteurs de conflit liés à l’environnement et à exploiter la coopération sur les ressources naturelles partagées et les défis environnementaux communs afin de promouvoir la paix.

La cartographie s’appuie sur : des consultations en personne menées à Bamako, Ouagadougou et Niamey entre mars et juin 2022 ; une revue de la littérature ; et un premier atelier régional tenu à Niamey en décembre 2022. Plutôt qu’une liste exhaustive des conflits et initiatives liés à l’environnement, la cartographie fournit une vue d’ensemble et une analyse des conflits liés à l’environnement et aux ressources naturelles dans la région, ainsi qu’une typologie des acteurs impliqués. Elle offre également un échantillon d’initiatives jugées pertinentes pour le concept et la pratique d’« approches environnementales de la paix » - soit parce qu’il s’agit de processus de paix dans lesquels une approche environnementale pourrait être renforcée, soit parce qu’il s’agit d’initiatives liées à l’environnement (et aux ressources naturelles) qui bénéficieraient d’une approche de paix plus robuste.

Les consultations préliminaires avec les acteurs locaux ont mis l’accent sur la pertinence de l’application aux efforts de rétablissement de la paix dans la région du Liptako Gourma d’une perspective environnementale et qui tient compte des ressources naturelles. De nombreux acteurs de la médiation actifs dans la région reconnaissent que s’ils concentrent leurs efforts sur les actions de court terme et la conclusion d’accords locaux pour mettre fin à la violence, les causes profondes de nombreux conflits locaux liés à l’accès aux ressources naturelles et à leur partage ne sont souvent pas véritablement traitées. S’il est intuitif que la prise en compte des ressources naturelles peut améliorer les résultats de la médiation et la gestion des ressources naturelles, les acteurs de la médiation ne disposent pas nécessairement des outils et des ressources nécessaires pour produire des dividendes environnementaux de la paix.

Ces consultations ont également mis en évidence le fait qu’il existe déjà de nombreux acteurs et initiatives de rétablissement de la paix - notamment au niveau local - et qu’il y a peu d’intérêt pour d’autres initiatives ou stratégies autonomes de rétablissement de la paix. Toutefois, il est nécessaire de compléter les initiatives existantes par des outils de médiation et une expertise en matière de gouvernance de l’environnement et des ressources naturelles. De nombreux acteurs locaux consultés ont également fait remarquer que s’il est nécessaire de mettre davantage l’accent sur l’environnement et les ressources naturelles dans le cadre du rétablissement de la paix, il ne faut pas pour autant négliger les facteurs structurels politiques, sécuritaires et économiques du conflit. Une plus grande attention portée à l’environnement et aux ressources naturelles ne doit pas conduire à “dépolitiser” les conflits ou à affaiblir les efforts de rétablissement de la paix, mais doit au contraire renforcer les efforts visant à s’attaquer aux facteurs de conflit.

1. Mieux comprendre les causes environnementales profondes des conflits

La région du Liptako Gourma connaît une période prolongée de conflits violents. C'est le résultat d'une crise complexe de gouvernance politique, économique et sécuritaire, qui est aggravée par la variabilité climatique, la concurrence pour des ressources rares et les pressions démographiques. Depuis 2015, la violence s'est propagée du nord du Mali au Burkina Faso et au Niger et, plus récemment, aux pays côtiers, qui sont intimement liés au sud du Sahel, notamment par la transhumance et le commerce. Alors que les réponses des gouvernements nationaux et de leurs partenaires internationaux se sont souvent concentrées sur des approches militarisées à court terme de lutte contre le terrorisme, l'insécurité profondément enracinée dans la région est le résultat d'une mauvaise gouvernance, de pressions démographiques, d'une pauvreté généralisée, de la variabilité du climat et de la concurrence pour les ressources naturelles.

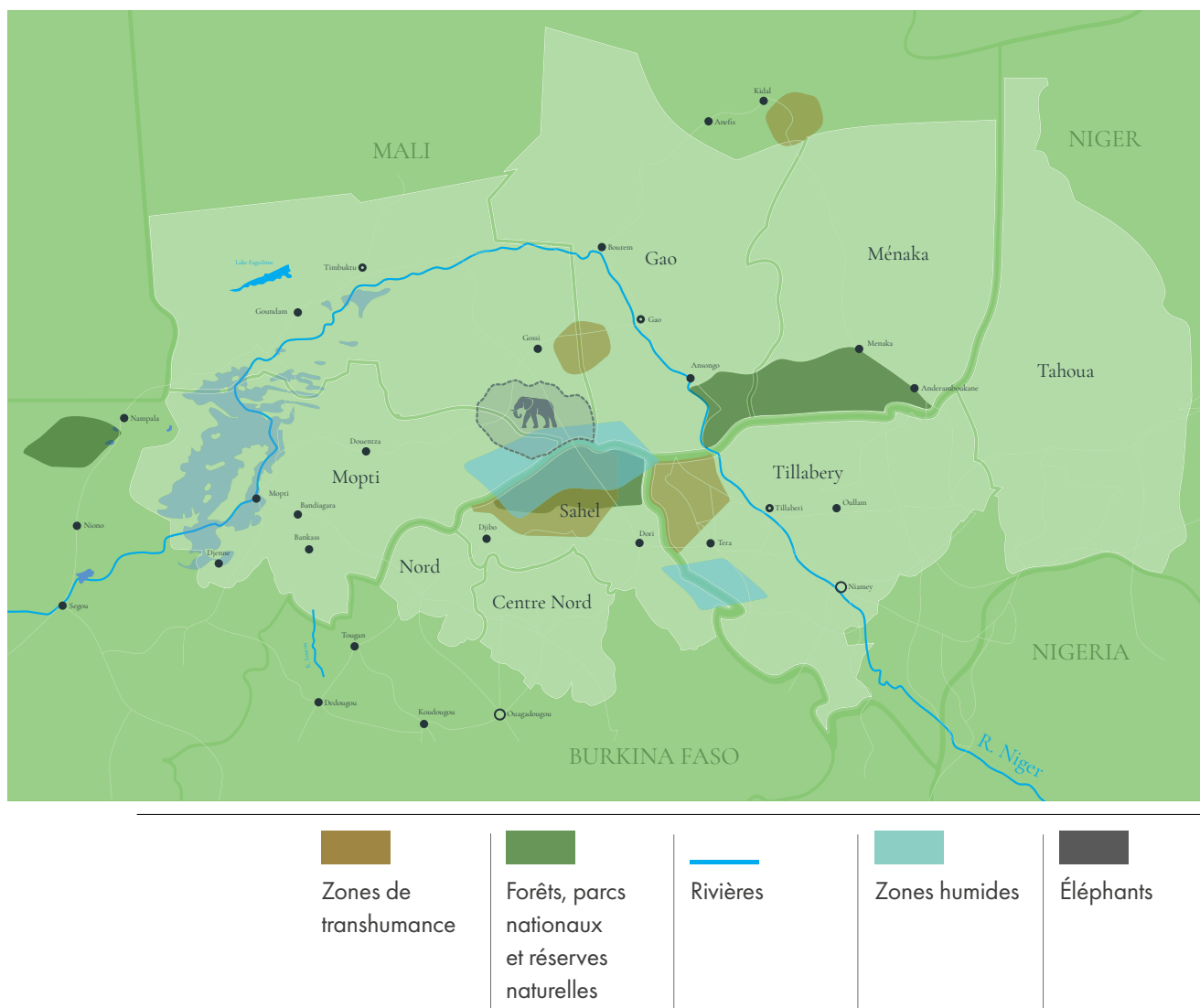
Des années de défrichement et de pratiques agricoles non durables ont entraîné une désertification généralisée dans la région. Par exemple, un tiers (plus de 9 millions d'hectares) des terres productives a été dégradé au Burkina Faso. Par ailleurs, la région du Sahel est fortement exposée au changement climatique. Il est probable qu'elle devienne plus chaude et qu'elle connaisse des précipitations plus abondantes mais irrégulières. Les températures au Sahel augmentant 1,5 fois plus vite que la moyenne mondiale¹, les populations locales connaîtront probablement des moyens de subsistance plus imprévisibles et une insécurité alimentaire accrue dans les années et les décennies à venir.

Ces impacts climatiques affectent la disponibilité et l'accessibilité des ressources naturelles de la région, déjà inégalement réparties. Ainsi, les pâturages sont particulièrement riches dans les zones de Hairé, Seeno et Gondo (Mali) de Seeno (Burkina Faso) et de Tillabéri (Niger), tandis que le Gourma Central est une zone très poissonneuse, surtout à la frontière entre le Mali et le Burkina Faso. Dans la même zone se trouve la forêt transfrontalière de Samory, tandis que la forêt d'Ansongo se trouve plus à l'est, à cheval sur la frontière Mali-Niger. Le fleuve Niger traverse le Liptako Gourma sur plus de 1 400 km, offrant de nombreuses ressources en eau, en poissons et en alluvions fertiles.



¹ https://www.cascades.eu/wp-content/uploads/2023/01/CASCADES_Scenarios_Sahel_final-EN-with-back-cover.pdf

Ressources naturelles et augmentations de la violence au Liptako Gourma (2015-2021) ▼



Les projets de barrages au Mali et au Niger sont censés permettre le développement hydroélectrique ainsi que l'intensification de l'agriculture et de l'élevage, et le développement de la pêche et de l'aquaculture. La région du Liptako Gourma dispose également d'importantes réserves minières (manganèse, phosphate, calcaire à ciment, fer, or, etc.). Malgré des obstacles importants à l'exploitation à grande échelle des minerais (éloignement de la mer, manque d'infrastructures de transport et coût élevé de l'énergie), l'orpaillage artisanal est en plein essor, notamment à Intekaha entre Gao et Gossi.

De nombreux conflits locaux dans le Liptako Gourma sont liés à des rivalités concernant l'utilisation et la gestion des ressources naturelles agro-pastorales. Si les affrontements entre agriculteurs et éleveurs sont de loin les plus récurrents au Mali, au Burkina Faso et au Niger, certains affrontements ont également lieu entre agriculteurs, entre éleveurs et pêcheurs, et entre éleveurs, agriculteurs et sociétés minières et opérateurs immobiliers. Les tensions entre justice formelle et coutumière, la promotion de l'agriculture dans le cadre des politiques de développement, l'urbanisation, l'accaparement des terres et l'exploitation artisanale de l'or sont autant de facteurs qui conduisent et/ou alimentent les tensions et les conflits intercommunautaires.²

² https://www.g5sahel.org/wp-content/uploads/2021/06/G5S_Report_Conflicts_Analysis-English-Summary.pdf

La gestion des ressources naturelles dans le Liptako Gourma est particulièrement propice à l'émergence de conflits, en raison de plusieurs facteurs :

- Le statut et les multiples dimensions de la terre (productive, sociale et politique) ;
- La multiplicité des droits d'accès négociés entre les utilisateurs, les détenteurs de droits et les autorités de régulation ; et,
- L'affaiblissement des mécanismes traditionnels, non traditionnels et formels de gestion des conflits.

L'impact du changement climatique - notamment sur la prévision des saisons et des événements météorologiques - et la dégradation de l'environnement. Cette pratique de gestion non durable entraîne une expansion agricole importante, une dégradation des pâturages et une perturbation des relations entre les communautés d'usage, donnant lieu à une concurrence accrue pour l'accès aux ressources naturelles. Cette situation est aggravée par une détérioration de la tradition d'entraide entre les communautés (troc des résidus de récolte contre du fumier, des céréales contre du lait, transport des récoltes par les éleveurs), ce qui tend encore plus les relations et est à l'origine de l'augmentation des conflits, qui dégènèrent fréquemment en affrontements intercommunautaires, même dans les zones riches en ressources.

Si les conflits intercommunautaires sont présents au Sahel depuis des siècles, ces dernières années, la prolifération des armes et l'implication des élites politiques et des groupes armés ont rendu les conflits communautaires plus violents et plus meurtriers.³ L'exploitation de ces tensions par les groupes djihadistes opérant dans la région constitue un défi supplémentaire significatif. Il s'agit notamment de groupes GSIM affiliés à Al-Qaïda, dont la Katiba Macina au Mali et Ansarul Islam au Burkina Faso, ainsi que de groupes affiliés à l'EI. La carte sur la page suivante montre une corrélation importante entre la présence de ressources naturelles - qui attirent souvent des populations diverses - et l'augmentation de la violence.



³ <https://unis-sahel.org/2022/11/02/sahel-predictive-analytics-report-moving-from-reaction-to-action-anticipating-vulnerability-hotspots-in-the-sahel-in-support-of-uniss/>

2. Cartographie des initiatives environnementales et de rétablissement de la paix pertinentes

Dans le contexte de la propagation de l'instabilité et de la violence du nord du Mali (partiellement traitée dans l'accord de paix inter-malien de mai-juin 2015) au centre du Mali (région de Mopti), puis au nord et à l'est du Burkina Faso (Boucle du Mouhoun, Nord, Sahel et Est) et à l'est du Niger (région de Tillabéry), qui ont tous connu des affrontements intercommunautaires meurtriers, les trois pays ont adopté des approches différentes en matière de rétablissement de la paix dans le Liptako Gourma. Ces approches ont également évolué au cours de la dernière décennie et les positions officielles des gouvernements ont à leur tour affecté la capacité des ONG locales et internationales ainsi que des « médiateurs internes » (insider mediators en anglais) à lancer et/ou poursuivre des initiatives de rétablissement de la paix dans le Liptako Gourma.

Il existe de multiples et diverses initiatives de rétablissement de la paix avec des dimensions environnementales pertinentes dans le Liptako Gourma, pour lesquelles différentes typologies sont possibles :

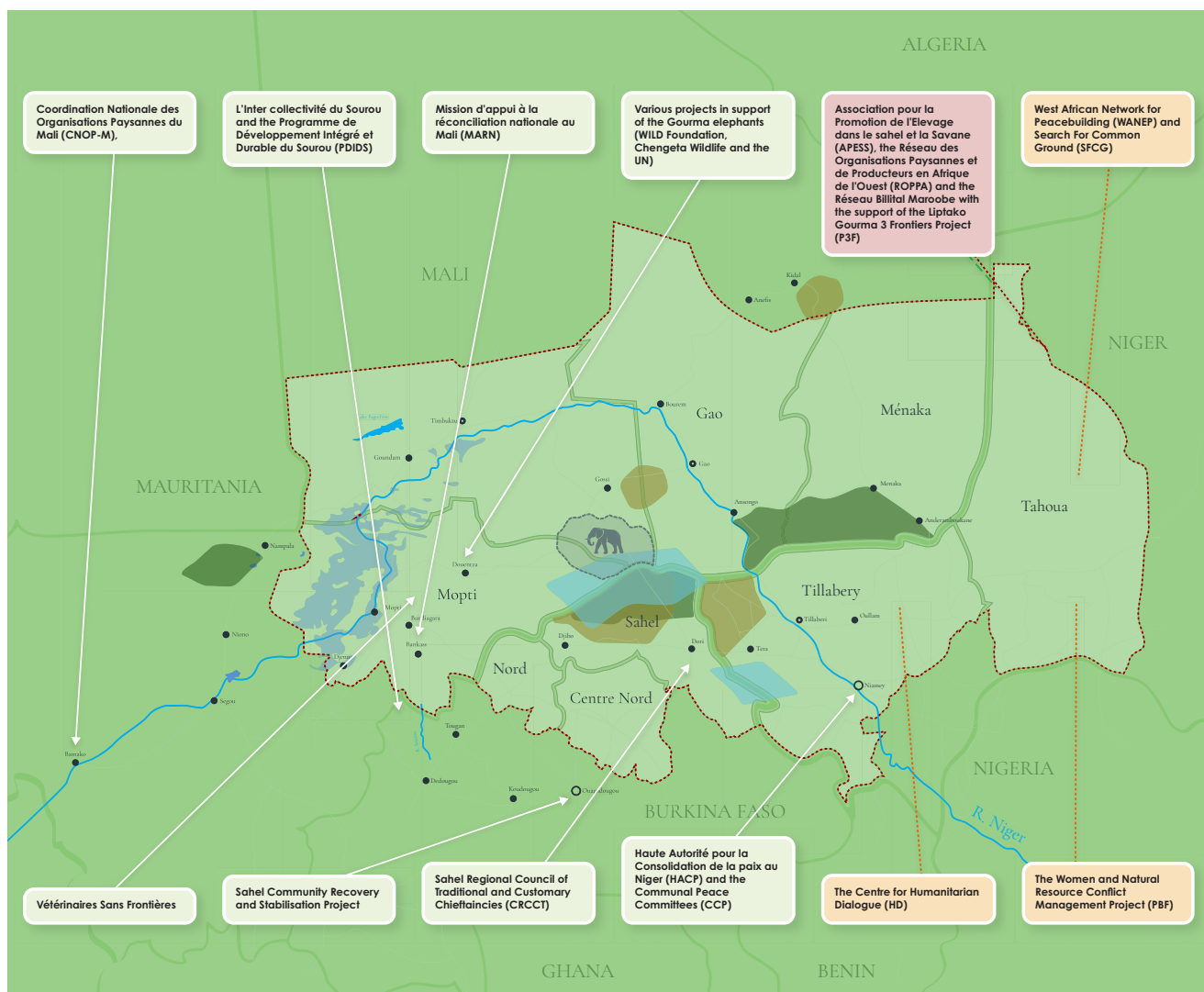
- 1 le type de ressources naturelles en jeu (terre, eau, forêts, y compris les zones protégées, réserves minérales, etc.) ;
- 2 le type de parties au conflit impliquées (communautés, y compris agriculteurs, éleveurs, pêcheurs ; acteurs étatiques, y compris au niveau local ; opérateurs privés, y compris sociétés minières, etc.) ; et
- 3 le type d'acteurs de la paix ou de médiateurs impliqués, qui peuvent être des « médiateurs internes » - y compris des autorités traditionnelles, coutumières et/ou religieuses -, des structures et des représentants de l'État, des ONG locales ou internationales, ou les Nations Unies.⁴

La présente cartographie vise à donner un large aperçu des types d'initiatives jugées pertinentes pour l'instauration de la paix environnementale, sans prétendre à l'exhaustivité. La carte sur la page suivante présente un échantillon de ces initiatives.

Certaines de ces initiatives sont des processus de rétablissement de la paix comportant des dimensions environnementales pertinentes. Par exemple, il existe des initiatives dirigées par des structures étatiques, telle la Haute Autorité pour la Consolidation de la Paix (HACP) au Niger, qui a mis en place des Comités Communaux de Paix (CCP) dans les communes de la région de Tillabéry depuis 2015. Ils organisent la médiation des conflits communautaires et des cadres de dialogue sur la gestion des terres et des ressources naturelles, y compris l'eau pastorale. Un autre cas illustratif est le travail de la Mission d'appui à la Réconciliation Nationale (MARN) au Mali, créée en 2017 et qui s'appuie sur les Équipes Régionales d'Appui à la Réconciliation (ERAR) pour la mise en œuvre des programmes et projets du Ministère de la Réconciliation Nationale du Mali dans les régions, notamment la gestion des conflits et le dialogue inter et intracommunautaire dans les zones de conflits du centre du Mali.

⁴ <https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2020/12/2012-UN-Peace-Operations-Local-Mediation-and-Peace-Processes.pdf>

Une sélection d'initiatives pertinentes à une approche plus environnementale de la paix au Liptako Gourma ▼



Il existe également des initiatives environnementales avec des dimensions de paix pertinentes. Il existe, par exemple, un projet visant à renforcer la résilience des jeunes et des femmes face au changement climatique dans les régions de Mopti et de Gao, avec des éléments de gouvernance environnementale et des ressources naturelles, notamment en ce qui concerne les commissions foncières (COFO) soutenues par les ONG West African Network for Peacebuilding (WANEP) et Search For Common Ground (SFCG). Une autre initiative pertinente est celle de Vétérinaires Sans Frontières (avec le soutien de la Coopération Suisse au Développement/DDC), qui encourage le développement des zones pastorales avec de nouveaux points d'eau autour des zones d'attente du bétail.

Plusieurs projets ont une dimension transfrontalière et/ou sous-régionale au Liptako Gourma. C'est par exemple le cas du travail soutenu par le Centre pour le dialogue humanitaire (HD), qui appuie un réseau d'environ 2 000 médiateurs agropastoraux à travers le Mali, le Burkina Faso, le Niger et la Mauritanie pour aider à régler les micro-conflits entre agriculteurs et éleveurs, et négocier des accords locaux sur la gestion des ressources et la délimitation de couloirs pour la circulation du bétail en toute sécurité. Une autre initiative intéressante est l'Inter-Collectivité du Sourou. Elle a été fondée par des communautés de la plaine du Sourou qui se sont réunies en 2018 en tant que coopérative pour élaborer un Programme de Développement Intégré et Durable du Sourou (PDIDS) visant à coordonner la gestion des ressources naturelles (avec le soutien de CARE Mali et le financement de l'Ambassade des Pays-Bas à Bamako).

Un certain nombre d'associations agropastorales jouent également un rôle important dans le contexte plus large des efforts d' « approches environnementales de la paix ». Il s'agit notamment de l'Association pour la Promotion de l'Élevage dans le Sahel et la Savane (APESS), du Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs en Afrique de l'Ouest (ROPPA) et du Réseau Billital Maroobe (RBM). La Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali (CNOP-M), créée en 2004 au Mali, a été impliquée dans le processus d'élaboration de la Loi d'Orientation Agricole (LOA) de 2006 et reste un interlocuteur privilégié des autorités maliennes sur les questions de développement agroécologique, de gestion des terres agricoles et, en particulier, sur le problème de l'accapement des terres.

Certaines de ces associations agropastorales bénéficient, entre autres, de l'appui du Projet Liptako Gourma 3 Frontières (P3F) (géré depuis Ouagadougou), lancé en 2019 par l'Agence française de développement (AFD). Ce projet vise à appuyer les communautés agropastorales pour améliorer la protection de l'environnement, la transhumance et la prévention et la résolution des conflits liés à la gestion des ressources naturelles.

Également basée à Ouagadougou, l'organisation sous-régionale Autorité de développement Intégré de la région du Liptako-Gourma (ALG) créée en 1970 gère différents projets régionaux, dont le Projet de Relèvement et de Stabilisation Communautaire au Sahel, lancé en 2021 avec l'appui de la Banque mondiale, qui vise à répondre aux besoins générés par une combinaison de facteurs, dont une situation d'urgence, le changement climatique, l'intensification de la pression liée aux déplacements forcés, et la compétition pour l'accès aux ressources naturelles (y compris les ressources foncières et hydriques). Certains de leurs projets sont soutenus par le Fonds de consolidation de la paix des Nations unies (PBF) - comme le projet « Femmes et gestion des conflits liés aux ressources naturelles » - et promeuvent une approche basée sur l'implication des femmes et leur résilience aux effets du changement climatique pour la réduction des conflits communautaires et transfrontaliers liés aux ressources naturelles. Il a été lancé en 2020 au Mali et au Niger, et mis en œuvre par le PNUD et ONU Femmes avec le soutien du PBF.

Enfin, au niveau très local, les chefferies traditionnelles et coutumières, y compris, dans certains cas, les chefs religieux, aussi appelés « légitimités locales », continuent également de jouer un rôle important, même si leur autorité s'est souvent érodée au fil du temps. Par exemple, le Conseil régional des chefferies traditionnelles et coutumières du Sahel (CRCCT) contribue aux activités de développement dans toute la région du Sahel au Burkina Faso, y compris depuis 2017 dans la résolution des conflits liés à la gestion des ressources naturelles, en particulier dans le contexte de la transhumance.

3. Accords de paix locaux et approche environnementale de la paix

Au cours des dernières années, de nombreux accords de paix locaux ont été signalés - en particulier dans le centre du Mali, où plus de 40 accords ont été négociés depuis 2019 seulement. D'après notre propre examen de ces accords locaux, au moins un tiers d'entre eux comprennent des dispositions relatives à l'accès aux ressources naturelles. Il n'est cependant pas facile de comprendre pleinement ces accords locaux car les termes exacts des accords sont rarement publics (et même lorsque les accords sont écrits, il y a souvent des clauses non écrites), beaucoup n'ont pas tenu très longtemps (mais leur signature est plus souvent rapportée que leurs échecs et les mécanismes de suivi qui permettraient d'évaluer leur mise en œuvre manquent souvent). L'analyse qui suit doit donc être considérée comme préliminaire.

Malgré ces difficultés, de nombreux accords locaux ont permis de réduire temporairement la violence à l'encontre des civils. Cependant, les gouvernements du Mali et du Burkina Faso - et certains bailleurs internationaux - qui ont pu soutenir les efforts de médiation des ONG internationales et locales par le passé, se méfient de plus en plus du fait que les termes de ces accords peuvent ressembler à une «concession» aux exigences des djihadistes. Le déséquilibre des forces en faveur des groupes djihadistes dans certaines régions (le siège de Farabougou au centre du Mali en octobre 2020 et le siège de Djibo au Burkina Faso en février 2022 en sont deux exemples emblématiques) a conduit à des accords de «paix imposée» par lesquels les villageois locaux ont dû prendre leurs distances avec l'armée nationale et l'État en général, déposer les armes, abandonner les demandes de restitution des biens volés, en particulier le bétail, et, dans certains cas, appliquer la charia, la loi et l'éducation islamiques, ainsi que des codes vestimentaires islamiques pour les femmes.

L'année écoulée a été marquée par un retour à des approches militarisées à la suite de coups d'État militaires successifs au Mali - où le groupe Wagner est arrivé début 2022 - et au Burkina Faso - qui s'appuie désormais sur quelque 50 000 Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), des milices auxiliaires d'autodéfense créées pour soutenir les forces de sécurité dans la lutte contre les djihadistes, mais qui auraient commis des abus à l'encontre des civils. Le Niger, pour sa part, continue de combiner des approches militaires et négociées, comme l'illustre le récent accord de Banibangou de janvier 2023.

Bon nombre des accords locaux les plus intéressants en termes d'approche environnementale de la paix ont été négociés depuis 2019 dans le centre du Mali avec le soutien d'ONG locales et internationales, ainsi que parfois de l'opération de maintien de la paix de l'ONU au Mali, la MINUSMA. Grâce à ces accords locaux, la violence a considérablement diminué depuis l'automne 2020, et les marchés ont rouvert dans certaines localités, permettant la reprise des échanges entre les communautés. Certains de ces accords locaux auxquels les auteurs ont pu accéder comprenaient des dispositions relatives aux ressources naturelles, telles que :

- La gestion des itinéraires de transhumance lorsqu'ils passent à proximité des communautés agricoles ;
- La prévention des vols de bétail et la restitution du bétail volé ;
- La protection des terres agricoles et le respect des prêts fonciers ;
- L'accès aux droits de pâturage et aux ressources en eau ;
- Éviter l'exploitation forestière excessive et la déforestation ;
- Accepter de respecter et d'appliquer les règles locales et coutumières existantes et les verdicts des autorités traditionnelles concernant les questions susmentionnées (accès à la terre et à l'eau dans le cadre des activités de transhumance, pastorales et agricoles).

Si l'on examine les dispositions spécifiques de la plupart des accords locaux, on s'aperçoit que, bien qu'ils reconnaissent ces questions comme des causes profondes du conflit, elles sont rarement abordées autrement que de manière superficielle. La capacité limitée de l'État à réglementer ces questions au niveau local et à accompagner les accords locaux de dividendes de la paix sous la forme de services de base et d'un retour de l'administration publique conduit souvent à une délégation aux autorités traditionnelles avec des moyens limités. Bien que les autorités traditionnelles puissent jouer un rôle de médiateur dans les conflits entre les communautés et au sein de celles-ci, elles ne sont généralement pas équipées pour faire face à des violations majeures.

L'impact global des accords de paix locaux a, en fin de compte, été décevant,⁵ en partie parce qu'ils n'ont pas abordé de manière adéquate les conflits fonciers locaux, que l'État n'est plus en mesure de régler de manière pacifique et acceptable pour tous. Les efforts de médiation locaux ne sont pas toujours bien coordonnés, ce qui entraîne une concurrence entre les acteurs, mais aussi une déconnexion avec la politique nationale. En conséquence, de nombreux accords locaux sont violés et/ou échouent en quelques semaines, et de nombreux observateurs considèrent que dans beaucoup de cas les accords locaux sont principalement le résultat d'une lassitude des communautés face à la violence et aux déplacements, plutôt que de véritables tentatives de s'attaquer aux causes profondes des conflits.

⁵ <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/mali/mali-enabling-dialogue-jihadist-coalition-jnim>



4. Prochaines étapes : vers une approche environnementale de la paix plus efficace

Une approche plus environnementale de la paix vise à prévenir et à résoudre plus efficacement les conflits en s'attaquant aux principaux facteurs de conflit liés au climat, à l'environnement et aux ressources naturelles, et en intégrant les questions environnementales qui peuvent contribuer à la résolution des conflits et à l'instauration d'une paix plus durable, ou créer des mécanismes de collaboration future. Il s'agit notamment de rapprocher les communautés divisées en trouvant de nouveaux moyens de partager et de gérer durablement les ressources naturelles de leur territoire (notamment la terre, l'eau, les forêts et les minéraux), et de relever conjointement les défis communs en matière d'environnement et de sécurité liés au climat.

Le projet part du principe qu'avec une analyse multidimensionnelle appropriée et un soutien adapté à certaines initiatives pertinentes, ces défis sécuritaires liés à l'environnement peuvent devenir des points d'entrée pour le dialogue et l'instauration de la confiance, ainsi que des opportunités pour favoriser la collaboration et l'apprentissage mutuel autour de ces questions. La protection, le partage équitable et la gestion durable des terres et des ressources naturelles sont les conditions essentielles et à long terme d'une paix et d'une croissance économique durables, et ces questions continueront de s'intensifier en raison du changement climatique. Il faut faire davantage pour impliquer de nouveaux et puissants acteurs sur le terrain de manière à soutenir les solutions locales, à contribuer à l'identification des dividendes de la paix et à concevoir des investissements susceptibles de pérenniser les accords.

Dans le cadre de la prochaine phase du projet, EIP et TWG continueront donc à soutenir les processus locaux, nationaux et régionaux existants et les organisations partenaires dans le Liptako Gourma afin d'intégrer une approche plus environnementale de la paix. Cela impliquera de :⁶

- i. **Promouvoir des initiatives environnementale de la paix pertinentes et prometteuses dans la région** par l'exploration de sujets dans de courtes notes pratiques, telles que la pertinence des commissions foncières pour les conflits et la paix au Mali, au Niger et au Burkina Faso ; une initiative de médiation locale avec une forte dimension de gestion de l'environnement et des ressources naturelles ; comment mieux prendre en compte le pastoralisme dans l'agroécologie au Sahel ; l'évolution de la population bovine et de la demande en viande ; les zones protégées ; et l'accès aux ressources naturelles comme «dividendes de la paix» dans le cadre d'accords locaux.
- ii. **Faciliter la mise en réseau et le partage d'expériences dans la région**, y compris la participation à des ateliers et conférences de partage des connaissances, et au-delà avec des acteurs multilatéraux et bilatéraux sur les questions d'approches environnementales de la paix.
- iii. **Soutenir certaines initiatives en fournissant une expertise sur mesure en fonction des besoins spécifiques exprimés par les organisations partenaires**, y compris sur le plan thématique en ce qui concerne les réponses/adaptations climatiques et environnementales, la gestion des ressources naturelles favorable à la paix, la médiation, ainsi qu'un soutien spécifique en matière de renforcement des capacités, développement d'outils et partage de connaissances.

⁶ Pour plus d'informations voir : <https://www.eip.org/current-project-environmental-peacemaking-in-liptako-gourma/> et <https://trustworksglobal.com/environmental-peacemaking-liptako-gourma/>



EUROPEAN
INSTITUTE
OF PEACE

European Institute of Peace (EIP)
Rue des Deux Eglises 25
1000 Brussels, Belgium

www.eip.org
info@eip.org



TrustWorks
Global

TrustWorks Global
Rue de l'Évêché, 1
Geneva 1204, Switzerland

www.trustworksglobal.com
info@trustworksglobal.com